

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 26 NOVEMBRE 2020**

JP/VA

OBJET : 3.2. EXPLOITATION – ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE À BONS DE COMMANDE – OPÉRATIONS CHAUDRONNERIE OUVRAGES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

L'an deux mille vingt, le vingt-six du mois de novembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL		
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 3.2. EXPLOITATION – ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE À BONS DE COMMANDE OPÉRATIONS CHAUDRONNERIE OUVRAGES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Afin de pouvoir mener à bien les missions d'exploitation des régies, un accord-cadre mono attributaire à bons de commande concernant des opérations en chaudronnerie, métallerie et serrurerie sur les ouvrages d'eau potable et d'assainissement (captage, station de production, réservoirs, postes de relevage, station d'épuration, etc.) est en cours et se termine au mois de mars prochain. Ce marché, qui prévoyait un montant maximum de 100 000 € HT par an, permettait de procéder à des opérations ponctuelles et de réhabiliter les canalisations et équipements de trois ouvrages par an.

Compte tenu du nombre d'ouvrages présents sur le territoire du SEBA (18 sites de production exploités directement, 145 réservoirs, 71 stations de reprise, 61 postes de relevage et 26 stations d'épuration) et des besoins de renouvellement des équipements (portes, échelles et canalisations) qui avaient été listés lors du passage en régie, il est proposé de modifier le marché en intégrant un montant minimal permettant notamment de réhabiliter au moins huit ouvrages par an.

Par ailleurs, la notion de prestataire capable «d'intervenir en soirée, week-end et jours fériés» n'est pas reprise, n'ayant pas in fine d'utilité.

Enfin, afin d'ouvrir cette consultation à une plus large concurrence, il est proposé d'allotir cette consultation en deux lots, en différenciant les équipements intérieurs (portes, fenêtres, échelles, garde-corps) et les canalisations intérieures des réservoirs.

Il est donc proposé :

- un marché de prestations de service d'entretien et de réparation lancé en appel d'offres ouvert et alloti :
 - lot 1 : Menuiserie, huisserie, échelle et garde de corps, conception mécanique ;
 - lot 2 : Canalisations ;
- une durée maximale de 4 ans (2 ans, renouvelables deux fois 1 an) ;
- un montant minimum de 250 000 € par an (50 000 € HT pour le lot 1 et 200 000 € HT pour le lot 2), soit 1 000 000 € au total des 4 ans (200 000 € HT pour le lot 1 et 800 000 € HT pour le lot 2) ;
- sous forme d'accords-cadres mono-attributaires à bons de commande.

Jugement des candidatures :

Au stade de la candidature, les entreprises devront faire valoir les capacités minimales suivantes, à savoir avoir la capacité à intervenir sur un large panel de métaux (acier, inox, aluminium).

En cas de non-respect de cette exigence, la candidature ne pourra pas être retenue.

Jugement des offres :

Les critères d'attribution et leur pondération proposés sont les suivants :

Prix (selon 4 devis-type) :	70 %
Valeur du mémoire technique de l'offre :	30 %

Lors de la précédente consultation, les délais d'intervention et de réalisation étaient laissés à l'initiative du candidat, ce qui rendait l'intervention longue. Dans cette nouvelle consultation, il est proposé d'imposer les délais d'intervention et de réalisation, afin de permettre une meilleure réactivité.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical décide de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **DÉCIDER** des modes de dévolution présentés ci-dessus,
- **FIXER** les critères d'attribution ;

- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet,
- **AUTORISER** le président à engager les marchés subséquents, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 28 septembre 2020 sur la base des décisions d'attribution de la CAO.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL